

## Résumé de la Réunion du CGAP du 22 Septembre 2011

### Le Printemps Arabe et La Microfinance

Cette réunion a réuni une cinquantaine d'acteurs de la microfinance basés à Paris. La réunion a commencé par une discussion facilitée par Eric Duflos (CGAP) avec trois panelistes : Mayada El Zoghbi (CGAP), Philippe Serres (AFD) et Emmanuelle Javoy (PlaNNet Rating) et s'est poursuivie avec des questions et commentaires de la part des participants.

#### **1. Quelles sont les causes du printemps arabe?**

Philippe :

- Tout d'abord de quel pays parlons nous ? Essentiellement de la Tunisie, du Yémen, de la Syrie, du Bahreïn, de la Libye et de l'Egypte car les autres pays sont moins touchés.
- Les causes du printemps arabe? Un écart grandissant entre l'attente des populations en termes d'emploi et de niveau de vie et les véritables opportunités économiques.
- Augmentation de l'accès à l'éducation mais manque de débouchés professionnels – c'est un paradoxe du développement.
- Echec du pacte social : acceptation de régimes autoritaires quitte à obtenir des emplois dans le secteur public. Mais les Etats ne sont plus en mesure de fournir ces emplois.
- Equilibres régionaux instables et déséquilibres au sein de certains pays : Egypte Tunisie, Syrie, Libye. Certaines régions de ces pays sont favorisées par rapport à d'autres (ex : Tunisie, cote touristique, intérieur des terres défavorisé).
- Aggravation de la situation par la crise financière et alimentaire.

Mayada :

- Les causes du printemps arabe sont la croissance de l'inégalité au sein du pays. Malgré une forte croissance, le coefficient de GINI augmente, et la croissance ne touche pas les masses.
- Le gouvernement s'accapare les ressources et l'élite est arrogante et coupée des réalités économiques et sociales du pays.
- Enfin, il y a beaucoup de jeunes qui sont relativement bien éduqués mais exclus du marché de l'emploi.

#### **2. Quelle est l'influence du printemps Arabe sur la microfinance?**

Emmanuelle :

- La stabilité politique des pays arabes était jusque là était quelque chose de perçu positivement par les ratings et par les investisseurs. Le caractère autoritaire des régimes a d'une certaine manière contribué à la bonne discipline de paiement qui a caractérisé la microfinance du monde arabe. Par l'importance donnée au respect de l'autorité. Les IMF ont d'ailleurs parfois utilisé la

peur de la population vis-à-vis de la police. Ce sont des choses qui sont arrivées en Egypte, par exemple. Le printemps arabe est l'occasion pour l'ensemble de la communauté de la microfinance de s'interroger sur la valeur positive donnée à ces régimes.

- La gouvernance et la maturité des IMF sont la clef de sa résistance à la crise. L'indépendance politique des membres du conseil d'administration est aussi très importante.
- Les réactions des IMF sont parfois très émotionnelles : oubli de dette ou au contraire arrêt total des prêts. Les deux attitudes sont lourdes de conséquences. Les IMF ont besoin d'un management « matures » dans de telles conditions.
- Le seul vrai actif d'une IMF c'est la relation avec le client. Il faut que le client sache que l'IMF est à leur cotés. Quelques idées : Savoir quand rééchelonner, être flexible et continuer à travailler dans des zone difficiles tant que possible, mobiliser des partenaires qui font des subventions (tout en gardant l'activité de crédit séparé).
- Le staff des IMF est souvent impacté dans les moments de crise et la qualité des gestions des RH est au centre des réactions des IMF.
- Les activités économiques des clients sont affectées.

Mayada:

- En Egypte, les IMF qui avaient un conseil d'administration proche du régime ont été plus affectées que celles qui étaient moins connectées au régime. C'est sans doute pareil en Tunisie.
- En Egypte. le PAR a cru mais pas de manière drastique (environ 2%), mais ca partait d'un PAR très bas. Aujourd'hui le PAR commence à décroître.

Philippe :

- ENDA en Tunisie est suivie par l'AFD depuis un certain temps. Perçue comme protégée par le régime Ben Ali mais n'est pas attaquée pendant la révolution car reconnue pour ses résultat et sa performance sociale. Le PAR 30 est monte jusque 4,85% pendant les événements, ce qui est élevé par rapport à un PAR 30 inférieur à 1% historiquement; sans doute lié à la crise elle-même ou à des effets collatéraux comme le fait que beaucoup de clients de ENDA travaillent avec la Libye.
- ENDA a mis en place des mesures d'urgence : Indemnité de 500 dinars pour les personnes qui ont perdu quelqu'un, rééchelonnements de prêts, prêts d'urgence. On sait très peu sur les nombreuses autres petites IMF du pays.

### **3. Quelles sont les leçons "post crise" sur la microfinance que l'on peut appliquer ici?**

Mayada :

Les catastrophes naturelles et les situations de conflits diffèrent. Les Catastrophes naturelle entraînent pertes humaines et matérielles. Ceci a été un problème assez mineur dans le cas du printemps arabe.

Les conflits entraînent renversement des structures de pouvoir et des institutions, et insécurité croissante, ce qui plus le cas pour le printemps arabe.

Quelles sont les leçons ? Comment les IMF peuvent elles être prêtes à faire face à cette situation?

- Se préparer en adopter des plans de contingences pour faire face à l'imprévu.
- Mettre en place des arrangements pour faire face à des crises de liquidité.
- Garder des doubles des contrats de prêts.
- Dans la région aucune des IMF ne semblaient avoir mis en place ce type de plan de préparation à la crise.
- Face à ces catastrophes de nature humanitaire la place de l'IMF est comme facilitateur de soutien, plutôt que du support direct. Les IMF de la région se sont plutôt bien débrouillées sur ce plan.
- Dans ces situations les IMF doivent montrer qu'elles ne sont pas indifférentes à la souffrance des clients. C'est très important mais cela ne doit pas se faire au détriment de la performance, mais besoin de montrer cette sympathie.

Philippe :

- L'AFD peut capitaliser sur d'autres expériences de sortie de crise pour savoir comment gérer la situation dans les pays arabe (Tunisie, Syrie).
- Les IMF suivies par l'AFD, notamment en Afrique Sub-saharienne, sont très résilientes aux crises par exemple. Plus résistantes même que certaines institutions bancaire, sans doute grâce au fort lien avec la communauté et le fait qu'elles sont moins exposées aux aléas internationaux (eg. IMF's moins exposées que les banques aux aléas du tourisme en Tunisie).
- Les bailleurs de fonds peuvent jouer un rôle important en termes de renforcement des capacités des institutions mais il faut pouvoir offrir cette assistance au bon moment.

Emmanuelle :

On a aussi pu observer cette forte résilience en Géorgie post-crise.

#### **4. La vision pour l'inclusion financière a-t-elle change dans ces pays suite au printemps arabe ?**

*Philippe:*

- Le printemps arabe a créé un engouement pour l'inclusion financière et aussi pour l'emploi à la fois en Egypte et en Tunisie. Il y a une nouvelle perception de l'inclusion financière comme une solution au chômage de masse - surtout des jeunes.
- En Tunisie il y a eu une véritable effervescence au niveau politique, avec de ministres qui sont très enthousiastes pour faire avancer la microfinance (e.g. Tunisie, conférence dès le mois avril, projet de loi rédigé cet été, projet de création d'une centrale des risques = grandes avancées faites en peu de temps).

- Il y a cependant un risque de déception face à cet engouement car les changements en termes d'emplois vont prendre beaucoup de temps.

Mayada:

- L'Egypte a replacé tout le débat autour de la question de l'emploi.
- Le fond social va faire de la microfinance. La Banque du Caire va devenir le leader en tant qu'institution qui prête aux PME du pays. Le gouvernement va travailler avec les banques postales pour pousser l'épargne et le crédit auprès des populations.
- En Egypte aussi le gouvernement est un gouvernement d'intérim. On ne sait rien de ce qui se passera après ce gouvernement interim.
- Le type de reformes envisagées (ex : du fonds social, des banques postales) va durer longtemps.

##### **5. Comment les bailleurs et investisseurs peuvent-ils contribuer la microfinance en tant qu'outil de sortie de crise ? Quelles sont les limites ?**

Mayada :

- La microfinance offre une solution partielle au chômage par l'auto emploi. Cela a des limites, mais cela vaut quand même la peine de soutenir la microfinance. Aux USA la majorité des entreprises sont petites et moyennes entreprises par exemple.
- L'auto-emploi a un rôle à jouer dans les économies qui se développent. Il faut soutenir les efforts des individus à s'auto employer en attendant qu'on puisse créer des emplois plus surs, dans des entreprises plus grandes.

Philippe :

- Le timing de l'assistance des bailleurs de fonds pour soutenir la microfinance est essentiel. Ce n'est pas en temps de crise que le soutien doit avoir lieu pour la microfinance mais lorsque la situation est stabilisée. En temps d'incertitude (eg aujourd'hui en Syrie et en Libye) la microfinance n'a pas sa place.
- Quand une transition a eu lieu et que le gouvernement veut favoriser l'inclusion financière, alors il y a une vraie opportunité pour les bailleurs et les investisseurs surtout pour le renforcement des capacités aux différents niveaux du système financier (formation, appui financier aussi bien aux IMF qu'aux centrales des risques et autorités de réglementation et supervision).

##### **Questions/ Commentaires et Réponses:**

- Un banquier présent dans la région s'interroge sur la prochaine saison dans la région. Il partage son expérience sur la Tunisie, l'Egypte et le Maroc et considère qu'il y a eu beaucoup d'effervescence et d'attentes sur la microfinance mais peu de réels progrès visibles. Il s'interroge notamment sur la réforme réglementaire en Tunisie et s'inquiète de l'afflux de dons au Maroc qui pourraient déstabiliser la culture de remboursement.

- Philippe décrit plus en détail les réformes réglementaires en cours en Tunisie, notamment avec la discussion récente par le conseil des ministres d'une nouvelle réglementation sur le microcrédit et l'adoption d'une stratégie de microfinance après une concertation poussée avec les acteurs de la microfinance.
- Un autre banquier s'interroge sur les risques que doit prendre sa banque en tant qu'investisseur. Doit-on maintenir ou accroître ses investissements dans la région ? En général les régimes stables présentent des risques limités.
- Il existe encore de nombreuses incertitudes. On ne sait pas quand la crise va terminer. Par exemple, en Tunisie la révolution est finie mais on n'a pas encore fait la transition vers un gouvernement stable.
- Le panel répond que les différents secteurs de l'économie sont touchés de manière différente. Les métiers les plus proches de la vie quotidienne qui concernent souvent les clients de la microfinance sont peu affectés. En revanche un secteur comme le tourisme est fortement affecté et les PME sont plus affectées.
- Si les risques peuvent sembler plus élevés à court terme, il y a de réels attraits pour investir à long terme car il y aura plus de démocratie, plus de liberté et plus de prospérité à long terme.
- Un investisseur estime qu'il est important que les agences de rating et les investisseurs prennent en compte les difficultés de ce type. Il faut avoir des approches flexibles dans notre évaluation du risque. Dans les pays où les risques politiques sont importants, les agences de rating valorisent les assurances des IMF (eg OPIC assure AMIN au Liban, cela leur permet en tant qu'IMF d'être plus souple vis-à-vis des clients en cas de crise). Mais en tant qu'agences de rating et investisseurs, on s'était à tort fait à l'idée d'un risque politique faible dans les pays arabes.
- D'après Emmanuelle, il est important pour les agences de rating de regarder si ces institutions ont mis en place des plans de contingence pour faire face à l'urgence.
- Un participant demande quelle est la place pour la finance islamique dans ce nouvel environnement?
- Mayada répond que fondamentalement la finance islamique c'est le partage du risque ; il s'agit de produits coûteux et difficiles à offrir dans des contextes où les IMF ont peu d'informations formelles sur les entreprises qu'elles financent. Il y a besoin de développer de nouveaux modèles de finance islamique.
- Un bailleur de fonds estime que la demande n'est pas très forte ; par exemple en Turquie il n'y a pas de demande. Il y a plus de demande de la part des bailleurs que des clients.
- Une représentante d'ONG affirme que dans les zones rurales il y a plus de demande pour ces produits qu'en zone urbaine. Jordanie, FINCA fait de la finance islamique qui marche.
- Un chercheur affirme que pendant les situations de crise les IMF socialement performantes se montent plus résilientes (ex. du CRG en Guinée ou de Promujer et Crecer en Bolivie)

- Il s'interroge sur le rôle de l'Etat sur la microfinance dans la région. D'après ses recherches, l'interventionnisme des gouvernements (crédit dirigé, contrôle des IMF, plafonnement des taux) affecte surtout les approches "double bottom line" : soit les IMF renoncent à leur autonomie financière pour jouer le jeu du gouvernement, soit elles durcissent leurs pratiques et se retranchent derrière le droit commercial pour une meilleure protection juridique (ex. Bénin, Nicaragua).
- Quid des autres pays de la zone mentionnés au départ ?
- Mayada estime que le cas du Yémen est très grave ; situation sécuritaire est très grave. Même chose en Syrie. On va avoir une série sur le blog du CGAP.org à ce sujet.
- Le soutien des bailleurs de fonds et l'assistance technique est essentielle dans ces circonstances. Il est important d'intervenir à temps.

### **Synthèse (Eric Duflos):**

#### **Résumé en quatre mots : Résilience - Préparation, Préparation, Préparation**

- Le thème de la préparation des IMF à des événements inattendus revient une fois de plus. Nous l'avons largement abordé lors de la réunion dans cette même salle sur les effets de la crise mondiale sur la microfinance.
- La microfinance semble avoir relativement bien résisté au printemps arabe et cela s'explique en partie par le lien solide entre les IMF et la population. Plusieurs personnes ont parlé de la « résilience » de la microfinance.
- Cependant affronter ce type de situation exige une bonne préparation de la part des IMF. Elles doivent mettre en place une gouvernance solide, une bonne gestion du personnel et garder ce lien fort avec les clients pour mieux faire face aux crises.
- Certes la situation est très différente d'un pays à l'autre mais le Printemps arabe a créé un enthousiasme et des opportunités dans certains pays, avec des effets positifs, voire des accélérations dans le secteur en Tunisie par exemple avec un nouvel environnement réglementaire en préparation.
- Mais ce printemps arabe met aussi en valeur de nouveaux risques notamment avec la fragilité des gouvernements d'intérim.
- Pour mieux gérer ces nouveaux risques, il faut de nouveau mieux se préparer en mettant en place des plans d'actions en cas de crise, en améliorant les systèmes de gestion du personnel, et en renforçant la gouvernance.
- Les bailleurs et les investisseurs ont un rôle primordial à jouer à cet effet tant au niveau des IMF que dans le soutien à un environnement réglementaire favorable et le « timing » de leur intervention est crucial.

\*\*\*\*\*